



Le bérêt qui fume



LES ROIS MAGES APPORTENT
LES CADEAUX AU TOUT PUISSANT



Snuupfen
Union
Syndicale
Solidaires

région LORRAINE

"Le bérêt qui fume", organe officiel du SNUUPFEN Lorraine - Directeur de la publication : Gilles BILOT
Siège social : 88400 Gérardmer - Imprimerie spéciale ONF, Epinal

CPPAP : 0508S08001 - Trimestriel - Abonnement 16 euros - Prix au numéro 4 euros - ISSN : 0982-9016

Principaux responsables syndicaux

Secrétaire Régional :

Denis LAGNEAUX, MF de Bénaveau, 183 bis rue du Général de Gaulle - 88000 CHANTRAINE

03.29.64.68.55
06.24.36.69.62

Secrétaire Régional Adjoint :

François LUKAS, MF Saint-Hubert - 57430 SARRALBE

03.87.97.94.97

Trésorier Régional :

Jean-Etienne BEGIN, MF de Wuisse - 57170 WUISSE

03.87.86.22.71

Chargés des personnels administratifs :

Odile FEVE : 03.83.17.74.54 Christine DENIS : 03.83.17.74.36

Jean-Michel FREBILLOT : 03.29.94.00.53

Responsables par départements :

Meurthe et Moselle : Audrey ARNOULD, Corine SANTAGIULIANA

Meuse : Adrien OCHEM, MF de la Vaux Raguy n°8 55120 CLERMONT EN ARGONNE

Moselle: François LUKAS, MF Saint-Hubert - 57430 SARRALBE

03.29.88.43.07
03.87.97.94.97

Vosges : Jean Philippe HAEUSSLER, Chalet "Les Myrtilles" - 88000 EPINAL

03.29.35.04.90

CHS Régional :

Franck BERGER, Isabelle PIANON, Jean Philippe HAEUSSLER,
René SEGER, Corinne SANTAGIULIANA, Gilles BILOT

Représentants lorrains aux instances nationales :

CTPCentral : Henri HAUSER

Représentant SNUPFEN à l'APAS Lorraine [président] :

Alain LARCHER, ONF La Colombière 4 rue A. Vitu 88020 EPINAL CEDEX

Le bérét qui fume :

Rédaction : Gilles BILOT, 61 chemin des Epinettes - 88400 GERARDMER

Maquette : Carine LETSCHER - 57430 SARRALBE

03.29.63.32.16
03.87.97.18.64

Représentants dans les agences de Lorraine

Nancy-Nord :

Claude CARNAISSE

Audrey ARNOULD

totoss@tele2.fr

audrey.arnould@onf.fr

Sarrebourg :

Thierry PFEIFFER

Raymond SCHARFF

thierry.pfeiffer@onf.fr

raymond.scharff@onf.fr

Nancy-Sud :

Odile FEVE

Dominique COLIN

odile.feve@onf.fr

dominique.colin@onf.fr

Neufchâteau Epinal :

Jean-Philippe HAEUSSLER

Pascal MAIX

Patrick THIERY

Christophe DELISLE

jean.haeussler@onf.fr

pascal.maix@onf.fr

patrick.thiery@onf.fr

christophe.delisle@onf.fr

Bar-Le-Duc :

Isabelle PIANON

Verdun :

Adrien OCHEM

Stéphane KNAVIE

adrien.ochem@onf.fr

stephane.knavie@onf.fr

Remiremont Saint-Dié :

Vincent DUVAL

Gilles BILOT

vicent.duval@onf.fr

gilles.bilot@onf.fr

Metz :

Jean-Etienne BEGIN

François LUKAS

jean-etienne.begin@onf.fr

francois.lukas@onf.fr

Sommaire

2. Le SNU en Lorraine
3. Edito
4. Chronique des agences
17. Images de réforme
18. Vu d'en d'dans !
20. Lettre ouverte

Agenda

CCP

6 janvier : Règlement intérieur, mobilité, QD
12 juin : Mobilité, QD

CAPC

spéciales Réorganisation :

8 et 9 janvier
SA : 14 mai
TSF : 28 mai
TO : 4 juin
Adj Adm : 11 juin

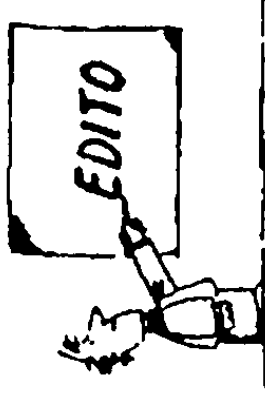
Conseil d'Administration : 12 mars

Agenda permanent

**Mobilisation
pour l'abandon
du plan
Drèze/Fillon**

Sites à consulter

snupfen.org
solidaires.org
legifrance.gouv.fr



Le 29 septembre, nous décidions de prendre notre destin en main pour rejeter les projets de la direction et du gouvernement. Nous avons répondu présents aux nombreuses sollicitations syndicales. Action sur les ventes de bois, action sur le martelage, interpellation des élus, manifestations locales et nationales.

Après trois mois de lutte, notre direction semble rester droite dans ses bottes.

Mais, elle est de plus en plus isolée. En effet, si elle affiche le soutien des représentants des COFOR, il semble que les élus de proximité ne partagent pas le même avis. En interne, il n'y a pas grand monde pour soutenir le projet. Il ne reste qu'une poignée de cadres irréductibles pour porter le projet et c'est tout.

Raison de plus pour rester mobilisés et réagir à chaque coup porté.

Cette année se termine de façon mouvementée. Les fêtes de fin d'année sont proches. Nous allons souffler un peu

Nous formulons un vœu : Le 5 janvier 2009, notre direction annonce le retrait de son plan et nous allons discuter (les organisations syndicales) sur le fond : Quelle forêt pour demain, quels financements pour une gestion durable intégrant les enjeux du réchauffement climatique...

Sinon.....!!!

Toute l'équipe du BQF vous souhaite un bon Noël.

D Lagneaux

Pour le dernier numéro de l'année 2008, l'équipe du "Béret qui fume" et le SNUPFEN Solidaires vous offre cette rétrospective des principales actions ayant eu cours dans la région depuis le 29 septembre.

AG du 29 septembre 2008.

Le bal est ouvert !

Répondant à l'appel initié par le SNUPFEN et la CGT. Plus de 300 personnel ONF soit, 1/3 des effectifs de la Lorraine se sont réunis le 29 septembre en assemblée générale à Velaine.

Ont été invités à nous rejoindre à la tribune FO et le SNTF.

La CGC n'avait apparemment pas de représentants dans la salle.

Quand au SNAF nous apprendrons plus tard qu'il préfère tenter sa chance en solo.

En réaction aux changements envisagés par la direction, sans aucune concertation, des actions sont retenues.

- Rencontre avec le DT rue Girardet, pour lui faire part de notre volonté et de notre opposition à cette réorganisation.

- **suspension totale des martelages** jusqu'au 13 novembre, date du conseil d'administration qui doit entériner les mauvais coups!

- **action nationale lors de la vente de Tronçais le 14 octobre.**

- actions locales lors des ventes de bois et des conseils d'agence ...

- rétentions d'informations dans tous les domaines (état d'assiette, programme de travaux, CTFE...).

- lettre aux maires pour délibération de soutien en conseil municipal (motions).

- mobilisation à tous les CTP et au CA du 13/11.

- mobilisation sur toutes les ventes Lorraines.

- ...

En fin de matinée, la séance est levée.

Il est décidé de se rendre directement rue Girardet pour interpeller le DT.



-----Interlude-----

C'est dans la cour de la Direction Territoriale que ce dernier nous reçoit en début d'après-midi. Comme toujours, il n'a pas grand chose à nous apprendre. En tout cas rien que nous ne sachions déjà en l'occurrence, le démantèlement de l'ONF pour notre bien et celui de nos futurs actionnaires !

Il est vrai qu'être en détachement à l'ONF est une situation bien plus enviable que d'être un salarié de l'ONF sous statut de la fonction publique.

Après nous avoir confortés dans notre sentiment que d'une part il ne connaît absolument pas le cœur du métier de forestier ni son dossier et que d'autre part, seul sa petite personne compte, nous nous sommes quittés en nous promettant de nous revoir bientôt.

L'info de ce jour : Le DT a reconnu que le premier PPO était une ânerie et un échec retentissant. Dommage pour quelqu'un qui à tant oeuvré à sa mise en place.

Gageons dès aujourd'hui qu'il dira la même chose de cette nouvelle réorganisation une fois POD parti sur un autre portefeuille, et lui recasé dans un bureau doré.

Qu'advientra t-il du personnel, l'avenir nous le dira ou pas.

Premier coup de semonce.

Au lendemain de l'AG se tenait la première vente de bois de la région. Conformément aux décisions arrêtées la veille, une délégation se rend sur place afin d'informer la direction et les acheteurs que la situation va se durcir quelque peu.

La Liberté de l'Est - 01 octobre 2008 - pages Vosges

La fin d'un vrai service public forestier de proximité ?

Une trentaine de gardes forestiers de l'Office national des forêts (ONF), syndiqués ou non, sont venus hier matin défendre leurs emplois, mais aussi une certaine conception de leur métier, à la vente de bois organisée à Gérardmer.

« Après le plan de restructuration de 2002, qui devait s'arrêter en 2007, nous pensions être tranquilles », explique Gilles Bilot, secrétaire national du syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel (SNUPFEN solidaires). « Mais jeudi dernier, le directeur général de l'ONF en a rajouté une couche ! »

Réaction : les gardes forestiers de l'Office national des forêts (ONF) se sont invités, hier matin, à une vente de bois à Gérardmer.

Clairement, les gardes forestiers réunis dénoncent les logiques d'entreprise qui, progressivement, s'inscrivent dans l'ONF, et ce dans le cadre de révision générale des politiques publiques. L'ONF doit « réaliser des gains de productivité pour permettre le versement de dividendes à l'État », explique le délégué à l'assemblée d'acheteurs et d'élus locaux. « Mais la forêt, ce n'est pas une usine à bouillons », s'insurgera-t-il hors de la salle.

“Une véritable saignée faite sur le terrain”

Car au-delà de cette “simple” transformation, deux inquiétudes s'expriment. La première, pour le personnel, car les effectifs ont fortement diminué, via le non remplacement d'un départ à la retraite

sur deux depuis 2002. “Nous assistons là à une véritable saignée faite sur le terrain.” Conséquence directe : “Un garde forestier a, à sa charge, une moyenne de 1500 ha. Cette superficie est en train de passer à 2 000. “

Seconde préoccupation (en lien direct) : qu'est-on en train de faire de nos forêts ? “La politique de l'ONF est de vendre du bois à outrance, comme une entreprise, pour faire du bénéfice.”

Alain Nussban, directeur d'agence Vosges Montagne, président la vente hier, et qui a laissé s'exprimer Gilles Bilot, “regrette l'interprétation qui est faite par les syndicats”, tout en

“compréhendant les inquiétudes” des personnes qui se sont déplacées ce matin. Il tient à assumer la position de la direction. Dans une lettre de cette dernière, dont le discours de Gilles Bilot est une réaction, le directeur général de l'ONF assure une “gestion durable des forêts publiques, éclairée parle Grenelle de l'environnement «Produire plus tout en préservant mieux».”

L'intervention du groupe en habit de travail s'est faite sans incident, comme il était prévu.

“Aujourd'hui, on les prévient.” Dans les rangs, cependant, certains étaient déjà prêts à en découdre, en empêchant la vente, malgré le faible effectif.

Il est toutefois bien précisé qu'il s'agit là d'un premier mouvement suite à une assemblée générale qui a réunit 300 personnes à Nancy, soit un tiers du personnel de la région.” Les opposants aux réformes ne comptent pas en rester là, face à ce qui est perçu comme “la fin d'un vrai service public forestier de proximité.”

M.F.



“Nous assistons bien à la disparition d'un métier”, selon Gilles Bilot, secrétaire national du SNUPFEN solidaire. (Photo Patrick GLESS)

A l'initiative de la Lorraine : Première journée nationale d'action « porte-monnaie ».

Vente de bois de Velaine-en-Haye (54)

07h00.

Conformément aux décisions prises lors de l'AG du 29/09/08, à l'appel du SNUPFEN Solidaires et de la CGT Forêt, plus d'une centaine de personnels administratifs et techniques, venus de toute la région, se retrouve devant l'amphithéâtre où doit avoir lieu la vente de bois.

Quelques acheteurs sont déjà présents sur le site.

07h30.

Nous investissons les lieux.

L'ambiance est bonne voire amicale avec les acteurs de la filière bois présents dans la salle.

08h00.

Le DA de Meurthe et Moselle Nord souhaite ouvrir la vente.

L'a-t-il fait ? Personne ne peut le dire et il n'est même pas certain que l'huissier de justice puisse abonder dans un sens ou dans l'autre. Ce qui est certain c'est que :

« Les personnels, parlent d'une seule voix, dénonçant la profonde réorganisation de l'ONF, qui se met en place aux forceps, sans aucune concertation, ainsi que les nombreuses dérives idéologiques et commerciales de l'établissement, sont rejoints à la tribune par le président des exploitants de Meuse-Meurthe et Moselle. Celui-ci, inquiet par les orientations de la DG, notamment en termes d'approvisionnement de la filière bois, nous apporte son soutien. Ces dérives commerciales risquant d'entraîner la disparition de nombreux exploitants-scieurs. A la suite de quoi, il enjoint les acheteurs présents à quitter la salle. »

08h30.

Fin d'une vente qui n'a jamais commencé... faute d'acheteurs.

Les forestiers lorrains bloquent la vente ONF de Velaine en Haye



Ce matin, les agents lorrains de l'ONF ont interrompu une vente au siège de l'ONF à Velaine en Haye près de Nancy. Grief principal: la restructuration prévue à l'Office qui entend supprimer 60 postes et 7 petites agences locales début 2009. Mis en ligne à 12 H00 - Lire l'article de Philippe MERCIER demain dans nos éditions papier.

La vente de l'Office ONF de Velaine en Haye est très importante dans le calendrier. Celle de ce matin a été interrompue par une centaine de syndicalistes et de petits exploitants forestiers des Vosges. Les premiers contestaient la restructuration prévue par l'ONF pour les mois à venir. Les seconds dénonçaient la politique de l'Office "censée favoriser les grandes entreprises forestières et l'arrivée demain dans les Vosges, sur la zone d'Epinal - Nomexy, du géant allemand Pollmeier, au détriment des petites unités".

Globalement, le projet de restructuration de l'ONF passe mal en Lorraine. Alors que l'Office emploie 950 agents dans la région, le projet vise à supprimer soixante postes au 1^{er} janvier 2009 et sept des 13 antennes locales, dont celles de Briey, Lunéville et Raon l'Etape dans les prochains mois. Par ailleurs, l'entrée en application de la nouvelle charte de mobilité administrative ne fait pas que des heureux. Lorsque trois propositions auront été formalisées auprès d'un agent ONF, celui-ci ne pourra plus refuser sa mutation, sous peine d'être placé en disponibilité.

Ce matin, l'interruption de la vente de Velaine en Haye est une action symbolique. Il apparaît probable que d'autres ventes ONF soient empêchées dans les prochaines semaines, notamment le grand rendez-vous du 14 octobre pour un négoce national dans l'Allier.



8/10/08

La Liberté de l'Est - Vosges - 11 octobre 2008 - pages Vosges

“Hâte au pillage de la forêt !”

Le Snupfen (Solidaires) dénonce une politique commerciale au détriment de la forêt au sein de l'ONF en pleine mutation. Les délégués syndicaux s'inquiètent de coupes anticipées programmées normalement pour l'année prochaine.

C'est un martelage non prévu cette année dans une forêt domaniale de Darney qui a décidé les deux délégués syndicaux du Snupfen (Union syndicale solidaires), Gilles Bilot et Jean-Philippe Haeussler, à agir. Le bois dont on parle est prestigieux puisqu'il s'agit de chêne. Une parcelle qui n'aurait pas du être exploitée cette année, selon un argumentaire technique. Les deux militants du Snupfen se basent sur cet exemple pour dénoncer les dérives d'une politique commerciale qui se fait au détriment de la forêt. “On est sur des cycles à 200 ans pour les forêts de chêne et pas à un ou deux ans près” explique Gilles Bilot qui reproche à sa direction de vouloir chercher un maximum d'argent. “L'ONF a besoin d'argent car il est financé uniquement par la vente des bois” souligne Gilles Bilot. Et l'année 2008 n'a pas été bonne. Depuis le mois d'avril, le hêtre ne se vend plus et les scieurs n'arrivent plus à écouler leur bois. Le résineux - le sapin - est quant à lui en panne complète avec des chutes des prix de 10 à 15 % sur les bois les plus demandés (les bois de charpente) lors des dernières ventes. Plus généralement, le Snupfen constate une course vers la quantité. Sur le terrain, on demande aux agents ONF de marteler (marquer les arbres à abattre) toujours d'avantage, sans penser à l'avenir de la forêt, estime le syndicat.

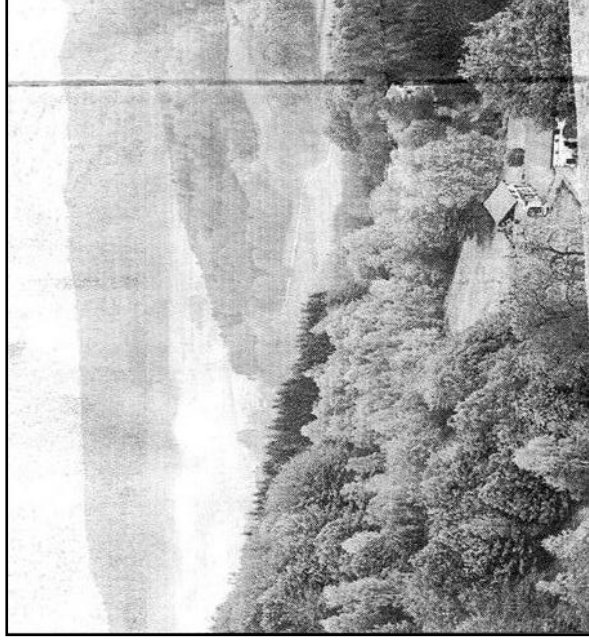
Le Snupfen estime que la situation est inquiétante au sein d'un office engagé dans une profonde mutation dans le cadre de la réforme des services publics. “La crise nous frappe au moment où on change notre commercia-

lisation”, expliquent les deux agents.

En matière de commercialisation, la grande nouveauté cette année, ce sont les contrats d'approvisionnement. Au lieu d'une vente à un public large de chaque lot de bois en concurrence, l'ONF établit avec chaque scieur de bois des contrats d'approvisionnement à un prix moyen contractualisé à l'avance.

Au delà de la réforme et des changements de pratique, le syndicat se mobilise également afin de sauver la filière. Car selon le Snupfen, ce sont surtout les petits qui vont trinquer. “Les petits scieurs sont à la merci de la stratégie de l'ONF et des grands groupes dénoncent les délégués du Snupfen qui ont déjà manifesté leur mécontentement lors de deux ventes de bois à Gérardmer et Velaine-en-Haye.

Katrin TLUCZYKONT



Tel est (mé)pris qui croyait (mé)prendre !

Mardi 14 octobre pendant que se déroule l'action Cérilly, le DT convoque à Ventron (88) un séminaire pour la mise en place de la nouvelle réorganisation de l'ONF en Lorraine auquel sont convoqués l'ensemble des cadres, managers, chef de service, RUT et RUS de la région (hasard du calendrier ou simple provocation chacun jugera).

Résultat : La grand messe du DT fut boudée par 70% des cadres, preuve que la journée de grève a été largement suivie et que le mécontentement des personnels est grand. Nous y étions !

Extrait de La liberté de l'Est - Vosges - 15 octobre 2008 - pages Vosges

« ...Le cours de la réunion organisée hier à Ventron pour les cadres lorrains de l'ONF a été chamboulé. Une trentaine d'agents opposés à la réforme de l'institution ont fait irruption dans la salle pour un échange musclé avec le directeur territorial.

9h30 hier matin à l'Ermitage des frères Joseph à Ventron. Un dernier bus provenant de Meurthe-et-Moselle arrive sur le site retenu par la direction territoriale de Lorraine pour une réunion d'information. Une réunion pour les cadres, traitant de la réforme à venir au sein de l'office national des forêts (l'ONF).

Les participants à ce forum régional se pressent vers le bâtiment, s'engouffrant dans une haie d'honneur constituée par des collègues de travail. Une trentaine d'agents forestiers du cru qui manifestent non pas leur soutien mais leur opposition.

Militants ou sympathisants du syndicat national unifié des techniciens forestiers) ont choisi de répondre à l'appel à la mobilisation en CGT, de l'Unsa et de la Sntf (syndicat national des techniciens forestiers) ont choisi de répondre à l'appel à la mobilisation en s'invitant à ce rassemblement plutôt sélect. Avec pour but de contrarier le déroulement des “festivités” ... »

Sarrebourg Social – Office National des Forêts Comme une grosse écharde - la réforme qui fait mal

Les personnels de l'ONF des agences de Sarrebourg et Biche sont tous sortis du bois en même temps hier matin. A Abreschviller, ils ont interrompu la vente qui battait son plein. Dans le calme, mais avec la détermination de ceux qui redoutent l'avenir.

Les forestiers en poste dans le secteur de Sarrebourg et Biche ne fréquentent habituellement pas les ventes de bois. Hier matin pourtant, une vingtaine d'entre eux était au rendez-vous d'Abreschviller. une classique du calendrier qui réunit les acteurs du monde du bois. Selon les professionnels de l'office, la nouvelle menace porte un nom : RGPP (révision générale des politiques publiques). L'ONF n'est pas épargné.

Vente interrompue

La délégation intersyndicale conduite par Thierry Pfeiffer, réclame « *la suspension des mesures et le retrait des projets de la direction générale.* » A la faveur d'une interruption précédant la remise en vente de lots de bois façonnés provenant des forêts de Sarrebourg, Metz et d'un petit bout de Meurthe-et-Moselle, le groupe des manifestants s'est hissé sur l'estrade, face aux acheteurs. Le crieur s'est tu. Thierry Pfeiffer a lu une lettre adressée aux élus et à leurs chefs, dénonçant « *la fuite en avant de l'ONF.* » Selon les forestiers. « *pour pouvoir financer les missions d'intérêt général, l'établissement doit augmenter les prestations payantes, et les volumes récoltés, ce qui théoriquement permettrait de maintenir l'emploi. Or, il n'en est rien, les suppressions de postes se poursuivent.* »



Ne pas affaiblir la forêt

Ce qu'ils estiment être « *un plan d'affaiblissement de la forêt remet aussi en cause le maillage territorial, et les missions dévolues aux agents forestiers.* » Personne ne voit d'un bon oeil « *le cloisonnement, la centralisation des services ONF au plus près des directeurs. c'est-à-dire au plus loin des clients et des partenaires* », pas plus que l'augmentation des prélèvements en forêts. « *Toutes les forme: classiques du dialogue social n'ont abouti à rien, parce que nous sommes face à un rouleau compresseur* », a conclu l'orateur avant d'inviter les marchands à quitter la salle. Personne n'a bougé : les affaires sont les affaires. Les manifestants ont en suite parcouru les rangs, distribuant un communiqué de l'intersyndicale, qui fait état de craintes et revendications. Tempérant la grogne ambiante, un agent a confié « *Nous ne sommes pas contre les évolutions : la société change, le monde économique aussi. Mais nous, nous sommes sur le terrain, et n'avons jamais été consultés sur les réformes ! La forêt n'est pas une usine moi ; je suis le pour bâtir le futur.* »

I.FÉRET

ONF : « la forêt est en danger »

Une bonne vingtaine de membres de l'agence de Metz de l'Office national des forêts a manifesté. hier matin, boulevard Paixhans. à Metz. Un mouvement né de la peur de l'application de la Réforme générale des politiques publiques, la fameuse RGPP, qui devrait lancer dans le milieu forestier un large plan de suppressions d'emplois, sous la forme du non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite. « *Les agents n'auront plus les moyens de mener à bien leur mission, ce qui va fragiliser le milieu forestier. s'indignent ces fonctionnaires mosellans, réunis hier en intersyndicale. Ces choix vont à l'encontre de l'esprit du Grenelle de l'environnement. Et le pire aujourd'hui, c'est que notre direction ne nous dit rien. En 2009, une nouvelle organisation va être mise en place et personne ne répond à nos questions*

concernant les effectifs, les éventuelles mutations. On sait que les agences de Thionville et Château-Salins vont fermer mais dans quelles conditions ? Si on n'est pas entendu et écouté, ce mouvement national devrait être reconduit. »



ONF : le feu aux bois La vente d'automne de 130.000 m³ de bois a été annulée, hier, à Thierville, suite à la manifestation des exploitants forestiers et agents de l'ONF qui dénoncent la réforme.



Dany Mangin, président des exploitants et scieurs de Meurthe-et-Moselle, dénonce cette réforme.

Chacun défends ses intérêts. Exploitants forestiers comme agents de l'Office national des forêts (ONF) se disputaient, hier, la paternité de l'annulation de la vente aux enchères de 130.000 m³ de bois sur pied qui aurait dû se tenir à 8 h à la salle des fêtes de Thierville.

Si les intérêts des privés et des agents ONF divergent, la réforme engagée au sein de la vénérable administration forestière créée par Colbert, les rassemble.

« On a un nouvel effort à faire, on nous demande le non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite. Il faut qu'on s'adapte pour produire plus de recettes », expliquait sans détour André Hopfner, le directeur de l'agence de Verdun. Mais la recette de ces nouvelles recettes est pleine de grumeaux. « On veut augmenter la contractualisation avec les

utilisateurs de bois ». En clair tuer les négociants qui oeuvraient entre l'ONF et Burgo-Ardenne par exemple. « On a 200 fournisseurs aujourd'hui. Passer à un seul c'est très risqué. On travaille 360 jours par an et on ne peut pas arrêter les machines par manque de bois », expliquait Marc Ameels, acheteur bois pour cette société, liée par ailleurs par des contrats pluriannuels avec des exploitants « qui font très bien leur métier ».

Prendre leur marge

Ces exploitants et les scieurs de Meuse et de Meurthe-et-Moselle étaient représentés par Dany Mangin. « L'ONF veut faire notre travail et que nous devenions des sous-traitants. Pour l'instant, nous achetons le bois sur pied et on l'amène aux usines. Demain, l'ONF veut passer cette étape », pour capter la marge.

Ni plus ni moins. André Hopfner le reconnaît. « Pour l'heure, on vend sur pied. Ils vont perdre de la marge, c'est clair. On considère aujourd'hui que les exploitants ont droit à plus de valeur ajoutée ».

« Schéma de La Poste »

Ce n'est malheureusement pas la seule crainte de la réforme. Adrien Ochem du Syndicat national unifié des personnels de la forêt et de l'espace naturel (Snupfen), déplore le manque de dialogue social et une mauvaise réforme. On défend la gestion multifonctionnelle des forêts qui s'articule entre production, protection et accueil du public ». La nouvelle réforme prévoit de scinder les secteurs du maillage d'agents patrimoniaux.

« Ils veulent nous séparer et nous hyper-spécialiser. C'est le schéma de La Poste vers la privatisation ». La crainte légitime du syndicaliste, « c'est que l'aspect commercial prime », sur la gestion durable de la forêt française. « Et si on met en concurrence les objectifs, la production gagne à tous les coups ». Pour l'heure, si les 130.000m³ de bois sur pied, dont la vente est reportée sine die, ne sont pas en danger, une réunion en urgence a été programmée lundi à Velaine-en-Haye. Pour tenter d'éteindre le feu qui couve dans les forêts meusiennes.

Walérian KOSCINSKI



Les agents de l'ONF ont eux aussi bloqué la vente aux enchères de 130.000 m³ de bois sur pied pour contrer la réforme annoncée.

Mais encore en octobre,

Le 22 octobre : Les personnels s'invitent au CTPT puis las de discussion stérile "boute" la direction hors de la salle.

Le 28 octobre : la vente de Bois de Hadol (Vosges) est annulée.

Le 30 octobre : la vente de bois de Gérardmer (Vosges) est annulée.

Un peu partout en Lorraine :

Les conseils d'agences et autres réunions sont perturbés au gré de la mobilisation.

Les remontées des états d'assiette, les martelages ou la plupart des guignoleries propres à notre direction ne se font pas ou si peu.

Les prises de contact et d'information à l'attention des élus et politiques se multiplient.

La grogne s'intensifie, la mobilisation enfle pour ne plus décroître, le mal être est présent ...

L'Est Républicain : samedi 8 novembre 2008 - nancy
Agriculture

Les forestiers dans la rue

Les agents forestiers s'opposent à la réorganisation de l'ONF. Selon eux, les principales conséquences seront écologiques et sociales.

« L'Etat est hypocrite lorsqu'il parle de son intérêt pour l'écologie. Il sacrifie ses propres forêts », lance Christian Biston, secrétaire régional de la CGT Forêt.

Vestes en polaire couleur sapin, chaussures de marche, drapeaux vert et rose flashy, autocollants dans le dos...

Les agents ONF sont en colère.

Hier vers 10 h, une forêt humaine manifeste place Stanislas. Au pied de la statue du roi, une banderolle « *ONF en grève* ».

Alors qu'au palais des congrès, se clôture la « *conférence scientifique sur la forêt et le bois* » et que Michel Barnier, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, est en visite à Nancy. C'est le jour idéal pour les forestiers pour se faire entendre.



Rendez-vous le 13 à Paris

Ces fonctionnaires s'opposent à l'application de la RGPP (révision générale des politiques publiques) à l'ONF.

« *Pour faire simple, c'est l'érosion de notre budget* », souligne Denis Lagneaux, secrétaire régional du Snufen (Syndicat national unifié des personnels de forêt et de l'espace naturel).

Selon Christian Biston, secrétaire régional de la CGT Forêt, il y aura deux conséquences logiques : « *Les effectifs vont diminuer. Des coupes d'arbres en pagaille seront demandées pour augmenter les recettes. Les forêts vont être sacrifiées pour un bénéfice économique et non écologique. Quels massifs auront nos enfants ? Où est le Grenelle de l'environnement ?* »

Les forestiers lorrains ont été reçus à 14 h par le directeur de cabinet de Michel Barnier à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Malgré tout, la mobilisation continue. Prochaine manifestation prévue le 13 novembre à Paris.

Delphine DIACCI

Meuse : la forêt sort du bois



Photo Franck LALLEMAUD

Les routes meusiennes sont depuis mercredi l'objet d'inscriptions invitant l'automobiliste à s'interroger sur l'avenir de la forêt. Sans lire dans le marc de café, on peut y voir l'expression syndicale ou corporatiste des mécontents de la réforme de l'ONF, des agents aux industriels de la filière. En Meuse, l'article de Walerian KOSCINSKI



Les tags qui cachent la forêt

Sur fond de réforme de l'ONF et de mécontentement des négociants en bois, des inscriptions sur le devenir de la forêt ont été accrochées et taggées dans le Nord meusien.

Du carrefour de l'Europe au canton de Damvillers, la route du bois des Caures est judicieusement devenue dans la nuit de mercredi, un gigantesque panneau d'affichage pour un message non revendiqué. Sur les arbres, sur le goudron, en banderole ou sur les panneaux routiers, à chaque fois la même question : Quelle forêt pour nos enfants ? Sans réponse ni même source de ce message, les inscriptions ont raté de peu le passage de Nicolas Sarkozy, qui a emprunté cette route mardi pour gagner le cimetière de Ville-devant-Chaumont depuis Douaumont. Dommage pour la portée du message. Pour les problèmes que rencontre la forêt meusienne en revanche, tout reste d'une actualité brûlante. Occupés à manifester hier à Paris, les agents de l'ONF étaient injoignables. Impossible de savoir si les tags venaient de leur exaspération ou de quelqu'un d'autre. Ce qui semble vraisemblable, c'est que ces inscriptions ont tout à voir avec la gestion de la forêt qui va découler des réformes de l'ONF.

Gestion commerciale

Bloquées les 16 et 22 octobre, les ventes de bois de Thierville et Naives-Rosières ont permis aux différentes parties de s'exprimer sur une réforme de l'administration créée par Colbert, dont personne ne veut. Ni agents ONF, ni négociants en bois, pas plus que les clients industriels finals. A l'époque, André Hopfner, directeur de l'agence ONF de



Les gendarmes de la brigade de Damvillers ont été les premiers à constater les tags.



L'asphalte est régulièrement taggée du carrefour de l'Europe à Verdun jusqu'au carrefour de Ville-devant-Chaumont.



La gestion de la forêt semble être dans le collimateur de ce message non revendiqué.

Photos Franck LALLEMAND

Verdun, expliquait que la réforme « voulait que l'on contractualise plus avec les utilisateurs », soit se passer des négociants en bois à terme.

D'un autre côté, un départ en retraite sur deux des agents ONF ne sera pas remplacé.

L'ONF intégrerait jusqu'à présent à leur tâche. Demain, « la réforme prévoit de scinder ces métiers », tout en demandant à l'ONF d'augmenter ses recettes. On voit dès lors que les coupes franches ne vont pas se faire que dans les personnels.

Début du pire pour Adrien Ochem, du syndicat national unifié des personnels de la forêt et de l'espace naturel (Snupfen). « Cette mauvaise réforme ne veut plus d'une gestion multifonctionnelle des forêts qui s'articule entre production, protection et accueil du public ».

Contraintes mêlées que les agents de

Loin de ces considérations, l'ADA (agence départementale de l'aménagement) a déposé une plainte pour les dégradations des panneaux routiers. Et aussi pour la peinture qui couvre l'écorce des arbres. Bien dérisoire au regard de l'enjeu des forêts.

Walérian KOSCINSKI

Bitche SOCIAL

Les agents de l'ONF ont peur de devoir plier bagage

Les agents de l'Office national des Forêts de Bitche ont manifesté jeudi à Paris. Ils ont également été reçus hier matin par le maire, Gérard Humbert. Ils redoutent que l'agence de Bitche ferme ses portes. *Ça me révolte !* » Une dizaine d'agents de l'Office national des Forêts de Bitche ont manifesté jeudi à Paris et planté des arbres en carton sur le Champs-de-Mars. Un symbole. Ils ont brandi d'immenses banderoles « *Quel avenir pour nos forêts ?* » autour de Sarreguemines, dans le Pays de Bitche et sur les ponts de la voie verte. Ils ont bloqué des ventes de bois. Toujours en colère, ils ont été reçus hier matin par le maire de la cité fortifiée, Gérard Humbert.

Gestion durable

Pourquoi ? « *Nous nous opposons à la révision générale des politiques publiques et aux orientations politiques qui contribuent à démanteler le service forestier* » affirment Hubert Schmuck et Gérard Peter, membres de l'intersyndicale. Un départ à la retraite sur deux ne sera pas remplacé. Il va donc y avoir des restructurations dans notre façon de travailler. Les forestiers vont devoir se partager autrement la gestion de la forêt. »

Des économies qui ne seront pas sans conséquences sur ladite forêt, pensent-ils. « *Nous allons nous rendre compte que les forêts vont changer d'aspect à long terme, les chemins ne seront plus aussi bien entretenus. Nous ne pouvons pas encore mesurer l'impact de ces mesures. Les arbres poussent sur plusieurs générations. Mais aujourd'hui. Nous travaillons dans l'urgence, à court terme, pour avoir plus de ressources dans l'immédiat. Ce n'est plus une gestion durable des forêts.* »

« Il vaut mieux prévenir que guérir »

L'agence ONF de Bitche va-t-elle fermer ses portes ? On n'en sait rien pour l'instant, assure la direction de l'ONF à Nancy. Toujours est-il que Gérard Humbert est monté au créneau. Le maire a déjà alerté le sous-préfet de Sarreguemines. « Je vais continuer à prévenir les autres échelons de l'administration. Je ne sais pas si le bureau de Bitche sera fermé. Mais il vaut mieux prévenir que guérir. Une fois que les décisions sont prises, on a du mal à revenir dessus. En plus, si on veut développer la filière bois dans le Pays de Bitche, je vois mal comment on pourrait fermer cette agence. »

Postes supprimés

Les forestiers craignent aussi clairement que l'agence de Bitche, déjà rattachée à Sarrebourg, ne mette la clé sous le pailllasson.

« *Deux postes, un de secrétaire, un de technicien spécialisé, ont été supprimés sur les dix emplois. Les services délocalisés vont être regroupés au sein des agences principales, à Sarrebourg et à Metz. Douze sites en Lorraine seront fermés. Lesquels vont rester ? C'est le mystère. On observe un mutisme de notre direction.* »

Une direction qui affirme en effet que des réformes sont en cours. « *Nous menons une réflexion pour optimiser notre organisation, mais rien n'est décidé pour l'instant* », annonce Claude Rismann, directeur des ressources humaines à la direction territoriale lorraine de l'ONF. *Je n'ai rien vu d'écrit. hors presse syndicale. Nous avons des unités territoriales avec des personnels techniques qui doivent être maintenus sur place.* »

Et les suppressions d'emplois à Bitche ? « *Il est possible qu'il y ait des postes vacants que nous ayons du mal à combler* », poursuit Claude Rismann. *Nous pourrions demander à des personnels de soutien de se déployer plus sur des métiers de production moyennant une formation et selon la motivation. Notre challenge est aujourd'hui d'équilibrer nos comptes. Nous voulons produire davantage en préservant nos forêts.* »

Jonathan Breuer.



ONF : vente de bois empêchée

Hier matin, une quarantaine d'agents de l'Office national des forêts (ONF) a manifesté à Rémilly, dans le canton de Pange, empêchant l'accès à la salle polyvalente où une vente de bois était prévue. Comme leurs camarades des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, ils ont dénoncé les incidences de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) sur leurs conditions de travail et le désengagement de l'Etat dans la politique forestière.

La vente de bois a été annulée malgré la présence sur place d'une soixantaine d'acquéreurs dont certains venus de loin pour les besoins de leur entreprise. Pour détendre l'atmosphère, la municipalité de Rémilly a servi cafés et croissants dans la partie bar de la salle polyvalente permettant d'accueillir au chaud clients et manifestants. Une autre vente sera organisée à une date ultérieure.

L'Est Républicain : mercredi 26 novembre - Vosges
Agriculture

Le ton monte à l'ONF

C'est déjà la huitième vente annulée en deux mois en Lorraine.

Une soixantaine d'agents ont bloqué la vente de 80.000 m3 de résineux hier matin à Gérardmer.

Même si elle est déjà bien tombée au centre de Gérardmer, la neige n'a pas refroidi les ardeurs des agents de l'ONF, hier matin. Une soixantaine d'entre eux se sont donné rendez-vous dès 7 h 15 devant l'espace Tilleul, qui devait accueillir à partir de 8 h et pendant toute la journée une vente de 80.000 m3 de bois, essentiellement résineux, en provenance des forêts communales vosgiennes.

Mais les forestiers ont bloqué l'accès aux acheteurs et scieurs venus de l'Est de la France, à commencer par Philippe Siat, patron de la grosse scierie alsacienne Siat-Braun, à Urmat.

Alain Nussbaum a bien tenté de débloquer la situation. « J'en appelle au bon sens, à la raison. Bloquer la commercialisation des bois des forêts publiques et communales n'est pas positif », s'est insurgé le directeur de l'agence ONF Est des Vosges. « Je vous demande de libérer le passage ». En vain, car les grévistes de l'ONF ont maintenu le blocus.

A 8 h 15, la vente tombait déjà à l'eau. C'est la huitième vente annulée en deux mois en Lorraine, la troisième dans les Vosges après Hadol et, déjà, Gérardmer il y a moins d'un mois.

Au nom de l'intersyndicale, Denis Lagneaux et Christian Biston ont lu une déclaration pour dénoncer l'hermétisme de leur direction à l'ouverture de toute négociation. Ils rappellent que le 13 novembre dernier, plus de 2.000 d'entre eux se sont mobilisés à Paris. Ils le reconnaissent, « il n'y a pas plus malheureux qu'un forestier ou qu'un maire d'une commune qui ne vend pas



son bois. Pas plus malheureux qu'un exploitant forestier ou un marchand de bois qui se voit privé de sa ressource. Alors vendons, achetons. Mais ce n'est pas si simple...

« Irréalizable »

Car sans refuser les inévitables changements et évolutions, qu'ils souhaitent mettre en œuvre en concertation avec les personnels de l'ONF, les maires et les utilisateurs de la matière première, les agents subissent de plein fouet « les suppressions de postes et de sites, l'augmentation des prélèvements et la disparition des missions de surveillance et d'éducation du public ». Et de souligner combien « les efforts financiers demandés par l'Etat dans le cadre de la réforme sont irréalisables sans mettre en péril l'avenir de l'établissement, de la forêt et de certains exploitants ». Allusion directe aux plus « petits » d'entre eux.

Bref, les grévistes continuent de réclamer le retrait du projet et l'ouverture de véritables discussions en intégrant les enjeux issus du Grenelle de l'environnement.

Hier matin, ils ont pu compter sur le soutien de Gilbert Poirot, conseiller général de Gérardmer, « opposé au démantèlement de ce service public dès lors qu'il menace l'emploi et l'avenir de nos forêts ».

SNUPFEN : COTISATIONS 2008

Catégorie	Cotisation	Catégorie	Cotisation
CDF2, Adjoints Adm	132 euros	CATE	240 euros
CDF1, CDFP2, AAP2	144 euros	Att Administratif	252 euros
CDFP1, AAP1	156 euros	IAE	264 euros
TO	168 euros	Att Princ 2CI	288 euros
TSE, SACN	180 euros	IDAE, chef de mission	336 euros
TPF, SACS	204 euros	IGREF, Att Princ 1CI	348 euros
CTF, SACE	216 euros	ICGREF, IGGREF	420 euros

Stagiaire 1er poste : 50% de la cotis du grade

Temps partiel : cotisation du grade x % du temps travaillé. Salariés de droit privé : 0,75 % du salaire net
Agents non imposables (hors avantages liés aux placements) : 34 % de la cotisation du grade (fournir copie de l'avis d'imposition. Rappel : 66 % des cotisations sont déductibles des impôts.

Retraités, veuves, veufs : 50 %

Trésorier régional : Jean Etienne BEGIN - MF de Wuisse - Tél : 03.87.86.22.71

AG du 27 novembre 2008 La lutte continue !

Les 250 personnes présentes dans l'amphi ont à une très large majorité décidé qu'il fallait poursuivre notre combat légitime contre le projet de réorganisation de la Direction. Le vote du CA était attendu et ne remet pas en cause notre engagement.

Débats :

La Direction développe une stratégie perdant-perdant qui consiste à jouer l'épuisement, à promettre tout et son contraire d'un endroit à l'autre, d'une personne à l'autre....Mais, on connaît les ravages que produit cette méthode. Donc, nous ne rentrerons pas dans le jeu de la direction.

Il est décidé de poursuivre notre combat, de donner un nouveau souffle à nos actions pour arriver à faire reculer la direction.

Repenser la politique forestière, remettre à plat le financement de l'ONF nous semble indispensable, car ce n'est pas le projet de la direction qui apporte une réponse viable pour l'avenir de nos forêts, de nos métiers, de l'établissement.

Décisions :

Les Actions Internes

Comité Technique Paritaire : Les CTP sont boycottés et une action collective est organisée.

Le SNU se réserve le droit de démissionner de cette instance afin de priver la direction territoriale de toute légitimité décisionnelle.

Réunions de présentation de la réorganisation : Les personnels se déplacent et empêchent la tenue de la réunion.

Réunions Conseil d'agence : Perturbation de tous les Conseils d'agence.

Divers : Boycott de la CTPF à poursuivre.

Les Actions Externes

Action médiatique : Nous annonçons une action médiatique autour du sapin de Noël de la Place Stanislas à Nancy pour illustrer ce que sera la forêt de demain, une forêt appauvrie par les appétits productivistes et financiers de notre direction.

Les Contacts extérieurs

Relancer les soutiens des communes : Un argumentaire est prêt. Il permet aux personnels d'expliquer les enjeux. Une proposition de délibération est jointe.

Intervention aux Réunions des COFOR.

Interpellation des politiques : du Conseil Régional, des Conseils généraux, des Parlementaires, des Préfets....

Les Actions Economiques

Vente de Bois : poursuivre la mobilisation, cibler les ventes.

Martelage : poursuivre l'action de blocage et faire comprendre la nécessité d'avoir des collectifs forts pour en faire une réussite.

Attention. Afin d'envoyer ce mouvement, la direction joue la montre en promettant au personnel de terrain que la réorganisation ne le touchera pas avant le printemps.

Travaux : 1- Blocage des Programmes de Travaux,

2- Fournir sur papier libre un programme au sens du régime forestier non détaillé avec un montant global.

Bureaux : Respecter les horaires de Travail (AUCUN DEPASSEMENT)

Surtout que la mobilité géographique est un acquis et que les

localisations de postes se joueront à la roulette (russe de préférence).

Souvenir de 2002 :

« Faire l'autruche ne protège pas.
Cela change juste la localisation
des dégâts »

Bulletin d'adhésion au SNUPFEN

NOM _____

Prénom _____

Grade _____

Groupe et échelon _____

Adresse _____

Le _____

Signature : _____

Ce bulletin est à envoyer à Jean-Etienne BEGIN, MF de Wuisse, 57170 WUISSE

ATTENTION : L'adhésion n'est effective qu'après le versement de la cotisation ou signature de l'autorisation de P.A.C auprès du trésorier régional (n'oubliez pas de joindre alors un RIB ou un RIP)

Et toujours en novembre,

- * Les conseils d'agences et autres réunions sont toujours perturbés au gré de la mobilisation.
- * Les remontées des états d'assiette, les martelages ou la plupart des guignoleries propres à notre direction ne se font toujours pas ou si peu.
- * Les prises de contact et d'information à l'attention des élus et politiques sont toujours d'actualité.
- * La grogne s'intensifie, la mobilisation enfle pour ne plus décroître, le mal être est toujours présent.

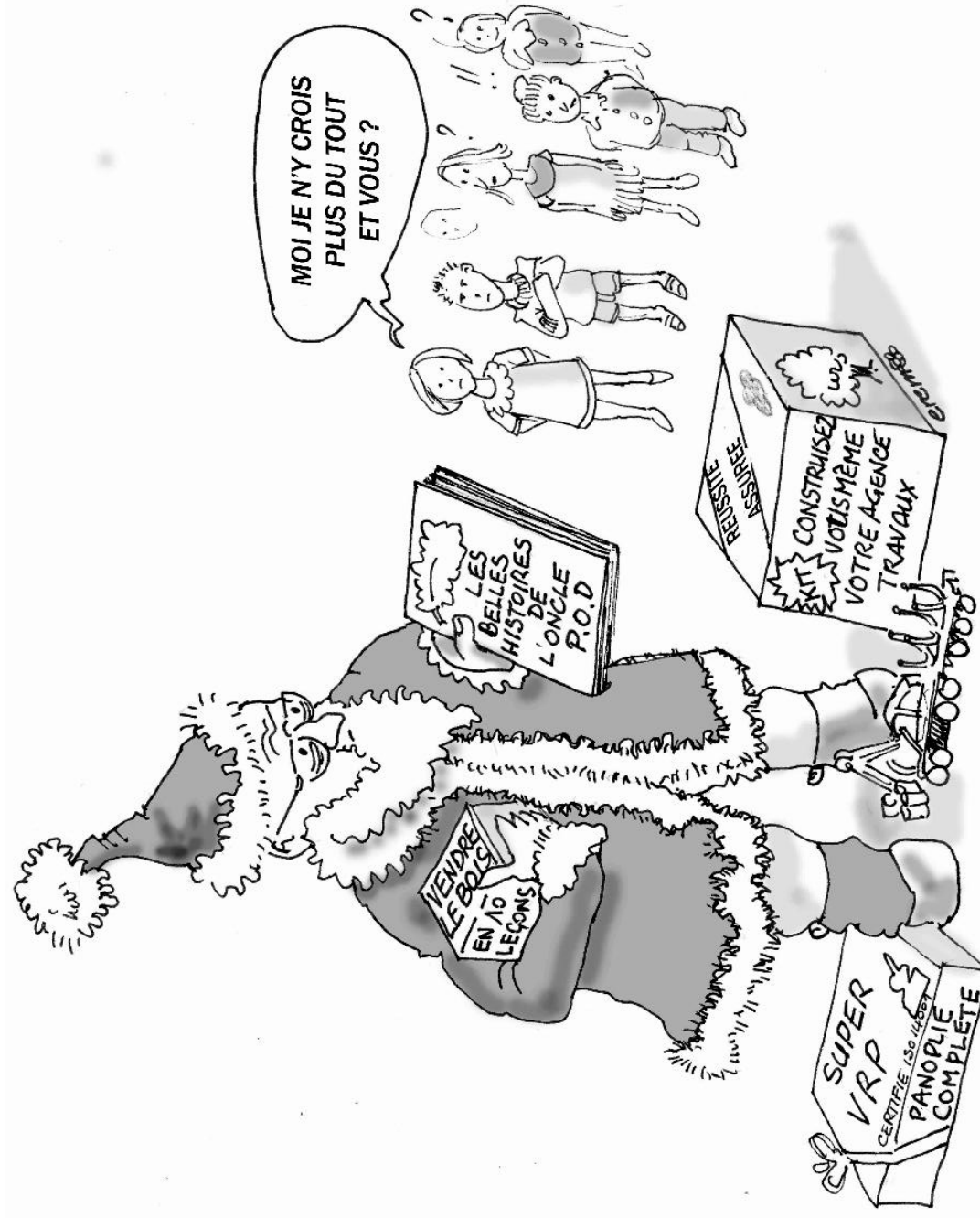
Mais aussi,

- * La scission entre les personnels toutes catégories confondues et, les DT- DA et autres valets , aveuglés par la crainte du pouvoir et l'envie de faire carrière est prononcée.
- * Les discours des managers "supérieurs" ne sont plus tout à fait concordants.
- * Les failles de leur non-réflexion apparaissent au grand jour d'autant que :

A chaque question concrète posée : une réponse vague de la direction est apportée sous la forme d'un sophisme caractéristique de sa méconnaissance du métier.

A chaque question d'ordre plus générale posée : la direction ne donne aucune réponse ce qui cette fois, caractérise son degré d'incompétence et le réel mépris qu'elle a pour le personnel.

Et voilàdécembre,



DERNIERE MINUTE - - - - -DERNIERE MINUTE - - - - -DERNIERE MINUTE - - - - -

Le 12 décembre se tenait la réunion des cadres de Lorraine.

En Préambule à cette petite réunion entre faux amis (les vrais étant de moins en moins nombreux et, de plus en plus discret surtout en terrain hostile) il y eut, la lecture de la déclaration faite par l'intersyndicale puis, la lecture d'une seconde déclaration de la CGC qui reprenait la pétition des cadres, et posait comme préalable à la discussion la réponse de Magrum. Magrum a donné les réponses que l'on connaît.....bla....bla....bla....RGPP...et que l'objectif était clairement fixé par lui, mais que tout le reste était négociable et discutable sauf l'agence travaux OET.

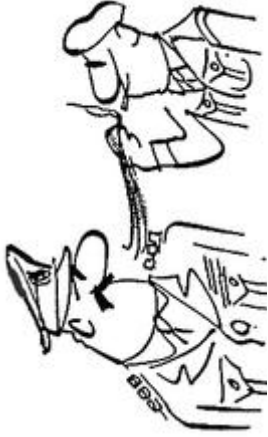
Nous apprendrons quelques jours plus tard, de la bouche d'un conseiller général que la réponse apportée par la direction au conseil général de Meurthe et Moselle diffère légèrement. A savoir : « Tout est définitivement fixé, arrêté, bouclé, plié, bâché ... » En clair, circulez, y'a rien à voir. Par ailleurs les documents du CTPT du 17 décembre sont eux aussi très clairs. La marge de négociation n'existe pas !

Ensuite, notre Cher général de pacotille (et oui, il est général - c'est un art que de manoeuvrer constamment le pantalon sur les chevilles) s'est fait bousculer par plusieurs cadres administratifs et techniques qui lui demandaient si la direction bois était arrêtée ou non, si les organigrammes étaient ficelés... (il n'a jamais réussi à passer son Powerpoint) ; Sur les travaux idem, et sur le soutien...sans commentaires.

Documents du CTPT à l'appui, nous sommes revenus encore une fois sur leurs clartés, sur les organigrammes, sur le nombre de postes revenus, sur la spécialisation... Apparemment la majorité des personnels présents dans la salle ont compris qu'il n'y avait pas de marge de négociation et qu'après mercredi, CTP tenu ou pas, l'organisation était mise en place et que la consultation à posteriori ne laissait aucune marge. Visiblement le général Magrum est plutôt isolé. Un chef d'UT au sujet des interactions à chercher entre les travaux et les bois lui a quand même rappelé que cette interaction existe, et qu'elle s'appelle : l'Agent patrimonial !

A la suite d'une suspension de séance, les représentants des cadres demandent avant toute reprise de discussion : Le retrait des points du CTPT et l'ouverture de négociations avec les personnels et leurs représentants.

Cette déclaration faite, l'assemblée quitta la salle laissant une fois de plus notre baronnet local et sa suite SEULS !



MINUTE - - - - -DERNIERE MINUTE - - - - -DERNIERE MINUTE

Info ou Intox.

Les tutelles somment la Direction Générale de revoir entièrement son système de recrutement des directeurs des ressources humaines.

En effet, depuis la création de l'EPIC en 1966, notre établissement recrute ses DRH uniquement sur recommandations ou sur « mutation dans l'intérêt du service de départ » selon la terminologie administrative en vigueur.

« Cela doit cesser ! » s'insurge le sous-secrétaire d'Etat délégué auprès du ministre chargé de la forêt. Puis, prenant comme cas d'école la région Lorraine d'ajouter « Cette situation n'a que trop duré. La transformation de cet établissement en entreprise privée nécessite des réajustements en profondeur. Dorénavant les directeurs des ressources humaines ne seront recrutés qu'à la suite d'un bilan de compétences poussé et sérieux. Ils devront par ailleurs avoir à minima comme bagage universitaire un diplôme d'état de niveau II et non plus de niveau V comme cela est le cas en Lorraine. »

Nous l'aurons compris, les passe-droits, les « petits arrangements entre amis » ou les spécificités régionales n'auront plus cours.

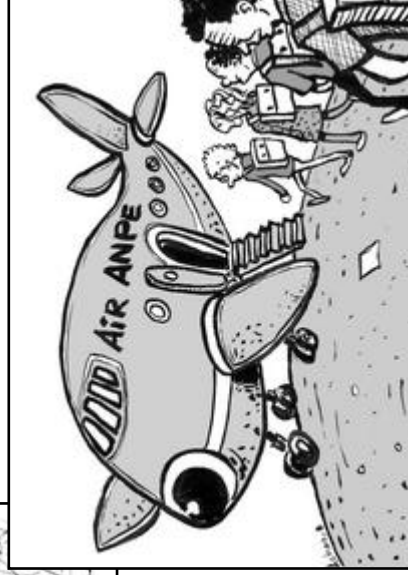
D'après notre source au ministère, une réflexion du même ordre serait dans les tuyaux concernant les postes de DT et DA. Affaire à suivre.

Nous avons laissé faire



Et voilà où cela nous mène !

2009



Lunéville - Chronique d'une mort repoussée, ou la technique du soufflé ! !

Il était une fois, un vendredi 14 novembre dans une jolie petite agence vivant loin des luttes et des tourmentes. Au retour d'une douce journée sur le Champs de Mars. Le futur-ex DA lâchait tel un boulet de canon lors d'un conseil d'agence : « *le site de Lunéville sera transféré à Nancy !* ».

S'en suivit un week-end morose. Du reniement, les personnels de Lunéville passent à la colère. Le soufflé prend.

Lundi 15 au matin, une subite cohésion naît, les boîtes à mail chauffent, et déjà une réunion de crise est organisée en urgence à Lunéville. La décision est prise d'aller demander des explications à Deroy, futur DA de l'agence 54, quitte à y passer la nuit...

A 14h une soixantaine de forestiers techniques comme administratifs de l'agence sud se retrouvent à Velaine et décident d'occuper la salle ou se tient le conseil d'agence 54 nord et attendent de pied ferme l'arrivée de Deroy. Une discussion tendue occupe une partie de l'après midi, mais les personnels ne lâchent rien, ils demandent à ce que le projet Lorrain de restructuration soit revu et corrigé.

Il faudra attendre 20h30 pour que soit fixée une réunion sur site avec le Petit Quarté : Magrum, Deroy, Beckel et Rismann.

RDV est donc pris jeudi 20 novembre, avec une première réunion à huis-clos entre les 17 personnes du site de Lunéville et le P.Q. Un point d'entente est trouvé pour que ce site ne ferme pas : il s'agit de garder les services aménagement, foncier et Sig à Lunéville.

Mais c'est un cauteleur sur une jambe de bois, il n'y aura plus de responsable pour répondre aussi bien à nos attentes qu'à celles des élus sur le site !

La deuxième réunion, ouverte à toute la future agence a commencé par 1 heure de bla-bla sur la RGPP, la période 2002/2006 et la demande de la DG. De quoi endormir l'assemblée, gagner du temps et faire retomber le soufflé.

Présentation de quelques organigrammes illisibles dans une confusion totale puis des questions d'ordre technique, qui malheureusement accusent une acceptation du projet, ont fusées avec souvent les mêmes réponses : « Rien n'est définitivement arrêté, nous avons encore le temps pour la réflexion et la discussion... »

En conclusion, une bonne matinée pour "Super" Max qui "sauve" le site.

Les Lunévillois sont calmés, le DT s'est engagé à nous écouter ! ! !

Et le soufflé est retombé ...



Enfin presque partout, car... digne d'un certain village gaulois, quelques irréductibles personnels résistent encore et toujours à l'envahisseur.

Une délégation de forestiers s'invite le vendredi 21 novembre à la réunion annuelle des maires du canton de Lunéville-Nord, lit une déclaration et laisse la direction s'expliquer avec les élus locaux bien opposés au projet du Max. Le sénateur D.Reiner a appuyé notre démarche « *on va clairement vers la disparition à terme de l'ONF* » et a demandé aux élus de réunir leurs énergies et mettre en place une motion qui pourrait être soumise aux parlementaires...

Ailleurs encore, les personnels de l'agence 54 Sud se mettent en mouvement en refusant de marteler, en ne transmettant pas les programmes de coupes et de travaux...

Le soufflé se regonflerait-il ?

Ensemble, faisons barrage au projet du DT en continuant la lutte ! ! !

SARREBOURG DANS L'ACTION ...

Depuis maintenant bientôt trois mois, le personnel de l'agence de Sarrebourg se mobilise pour s'opposer à cette nouvelle réforme.

En effet, dès le lendemain de l'Assemblée Générale des personnels du 29 septembre, des forestiers de l'Est mosellan ont fait le déplacement à Gérardmer pour la première intervention sur les ventes en Lorraine. Depuis la mobilisation se poursuit et s'amplifie. Tant au niveau national que régional, les Sarrebourgeois ont été présents sur l'ensemble des actions menées (Cérilly, Paris, Vente de Velaine, CTPT, ...).

Localement aussi les personnels ont pris les choses en main et ont mis en œuvre les actions validées en AG. Présence de forestiers, la veille du départ pour Cérilly, à la vente d'Abreschviller, participation au blocage de la vente de Rémillly. Installation de banderoles sur les axes routiers et de pancartes à l'entrée des forêts, pour répondre à l'opération : « Quelle forêt pour nos enfants ? » la vielle du déplacement sur Paris. Intervention également lors des différents conseils d'agence et lors de la présentation de l'Agence Travaux. A chaque fois, nous avons affirmé notre opposition à ce projet, mais également démontré qu'il n'était pas viable.

Et au quotidien les actions se poursuivent également : boycott des martelages, ralentissement de la commercialisation des bois contractualisés, annulation de vente de bois de chauffage, informations auprès des élus et des médias, ...

Un grand bravo à tous celles et ceux qui ont consacré du temps, de l'énergie, et malheureusement de l'argent dans ce combat ! ! !

Aujourd'hui, la direction se retrouve isolée avec sa restructuration bancaire et peut oublier le passage en force. L'avenir ne pourra se dessiner sans nous. Il faut cependant ne pas faiblir et maintenir la pression, afin que le projet soit remis sur la table et que des discussions constructives s'opèrent avec tous pour que l'ONF vive encore demain.

Profitons de cette période festive qui s'annonce pour recharger les batteries. Et retrouvons-nous en janvier, motivés comme jamais ! ! !

Qui sait, le soir du réveillon, peut-être que nos dirigeants, lors des 12 coups de minuit, prendront, touchés par la grâce ou alors le bon sens, de bonnes résolutions concernant notre établissement et ses personnels. Un peu moins de zèle et plus d'humanisme ! ! !

Bonnes fêtes à tous.

La direction veut renouer le dialogue Et pour se faire, le DG envoie son arme secrète... La DRH !

Forte de son expérience en diplomatie de « hard-discount ». Redevable à son mentor pour son ascension fulgurante au sein de l'établissement ainsi qu'à toutes ces années d'endoctrinement intensif. Cette dernière tente une approche sociale de la situation en jetant de l'huile sur le feu à savoir ; transmettre au niveau gestion une note sur le « droit de grève et ses conséquences légales ».

Nous taillons ici le contenu de cette note tant l'argumentaire développé est sujet à interprétation (en l'occurrence celui de la DG) et par conséquent opposable point par point devant le tribunal compétent.

Une chose est cependant certaine. Pour notre direction le dialogue avec les personnels se limite à : « Ferme ta gueule et rentre dans le rang. »

Pourtant nous avons en ce moment même, en Grèce, un très bon exemple de la conséquence du refus de dialogue. Et, comme le chante un certain Johnny. H : « Il suffira d'une étincelle... »
L'histoire ne dit pas encore laquelle.



A tous les chefs qui ne refusent jamais les réformes

Je rejette l'argumentaire maintes fois repris par la direction qui consiste à dire qu'il faut tout accepter sous prétexte qu'il y a plus malheureux que soi et que nous avons de la chance d'avoir un travail, voire qu'on n'est pas si mal à l'ONF.

Depuis 2002, le DG, la DRH, les DT, les DA et certains RUT nous le servent à toutes les sauces et le résultat pour nous piou-piou de base , c'est :

- Augmentation des charges de travail,
- Augmentation de la surface des triages jusqu'à leurs disparitions et intégration sur une UT,
- Augmentation des unités de gestions,
- Suppression de sites,
- Suppression de postes,
- Suppression des indemnités d'intérims et autres petites primes,
- Suppression des missions de services publiques,
- Remise en cause de la sylviculture,
- Remise en cause du système informatique,
- Augmentation des prélèvements entraînant une dé-capitalisation du patrimoine forestier,
- Mise en place de la PSR,
- Mise en place des quotas de notation et d'avancement,
- Mise en place de contrats d'objectifs de plus en plus farfelus,
- Spécialisation des missions et des personnels,
- Disparition de l'esprit d'équipe,
- Climat social en berne,
- Convivialité en berne,
- j'en passe et des meilleurs.

En revanche, pour les autres, c'est gavage financier intégral et délégation de compétence et de charge de travail tout azimut !

Alors, continuons de tout accepter car, à force de regarder vers le bas pendant que d'aucun charge la mule, (la gravité faisant le reste) nous y serons bientôt. Il y a encore dix ans, un salaire d'agent était considéré comme un salaire correct. Aujourd'hui avec ce même salaire certains ont du mal à joindre les deux bouts. La vérité, c'est que ceux qui sont au-dessus de nous ne se gênent pas pour prendre ce qui les intéressent au détriment des autres et surtout qu'ils se battent pour garder leurs acquis. Alors oui, effectivement, il y a plus malheureux que nous.

Mais tout ceci n'est pas immuable. Plus que jamais, la direction et ses partisans de tout poil et de tout bord sont isolés. Plus que jamais, la direction et ses partisans usent de méthodes exhumées du passé pour nous faire croire que nous sommes seuls et vulnérables.

Les deux mois écoulés ont montré le chemin qu'il fallait prendre pour résister. Et, s'il fallait retenir deux mots essentiels pour continuer, ce serait Solidarité et Collectif.

A l'année prochaine.

Toutes les information sur les actions en régions.
(article de presse, video, JT ...) sur :
www.snupfen.org et les rubriques :
www.snupfen.org/plapresse.php
www.snupfen.org/pvideos.php

